

Lundi 17 Décembre 2007

Social : Grèves chez les cheminots européens

Le conflit des régimes spéciaux aura été un révélateur de l'opinion publique, du comportement des salariés, de la posture de l'Etat et des pratiques syndicales. Enfin, un révélateur de la spécificité française.

[Henri Vacquin]

L'Allemagne montre, avec son conflit des conducteurs de trains, un positionnement des acteurs et une manière de sortir de la crise radicalement différents. La vraie fausse alliance entre un Etat autoritaire, interventionniste et des syndicats fragiles qui font appel à son parapluie supposément protecteur, tant ils se méfient de leurs partenaires patronaux, est inconcevable outre Rhin. Le caractère public de la Deutsche Bahn ne saurait conduire Angela Merkel à intervenir directement. L'entreprise, confrontée depuis des mois à un dur mouvement de grève, va tenter de renégocier une convention collective de base qui prendra en compte toutes les catégories de salariés et qui servira de chapeau à un accord tarifaire spécifique pour les conducteurs.

En Hongrie, les cheminots ont fait grève le 21 novembre pour protester contre la fermeture des lignes secondaires et surtout contre la réforme des systèmes de santé et de retraite. La grève la plus importante qu'ait connue le pays depuis huit ans. Les observateurs Hongrois y voient l'émergence des vrais problèmes et une manifestation de la démocratie.

La Belgique aussi a été perturbée le 8 décembre par une grève du syndicat des cheminots indépendants. Tout un secteur "d'intérêt général" confronté au mouvement de libéralisation du marché intérieur communautaire, marqué par des Histoires nationales très différentes.

Le caractère mortel du syndicalisme salarié et patronal

Notre conflit des régimes spéciaux annonce peut être une mutation des rapports sociaux. Nicolas Sarkozy a contribué à mettre en pleine lumière des questions trop longtemps enfouies et pas des moindres.

Ainsi, le syndicalisme est vulnérable. On le savait, François Chérèque et Bernard Thibault n'avaient-ils pas reconnu il y a un an, au Conseil économique et social le "caractère mortel du syndicalisme". La lucidité sur la mortalité des instances patronales est beaucoup moins partagée. Ce que révèle à l'encan l'affaire de l'UIMM, c'est moins le secret de Polichinelle de l'argent investi dans "l'assistance aux œuvres sociales" que les tensions intra-patronales. On est pourtant moins

prolixes sur le sujet qu'à propos de telle direction syndicale confédérale mise en minorité, ou de telle perte de militants due à un secrétaire général assumant sa ligne politique.

En France, la représentativité patronale ne vaut pas mieux que celle des syndicats. Comme on peut le constater, ce n'est pas le cas en Allemagne. Patronats et syndicats de l'hexagone ont bien des difficultés à voir les réalités, à nommer les problèmes, à les résoudre et donc à devenir crédibles.

Le scoop de la CGT

Quand la CFDT, il y a 31 ans, tenait un discours semblable à celui qui fait scoop aujourd'hui de la part de la CGT, le refus patronal d'y croire n'a en rien facilité une resyndicalisation indispensable. Comme aujourd'hui, les patrons préféraient mettre l'accent sur les réticences de la base, plutôt que prendre en compte la réalité de la rénovation. L'Etat quant à lui préférait conserver les manettes et ne pas donner aux partenaires sociaux la chance de s'emparer de ce qui les regarde.

On parle du conflit des régimes spéciaux, moins des négociations interprofessionnelles sur le marché de l'emploi. Pourtant, patronats comme syndicats seraient très bien venus de saisir l'opportunité exceptionnelle que le contexte actuel leur offre, de se recrédibiliser ensemble. Ils feraient bien de se doter d'une obligation de résultats dans les mois qui viennent, au risque de voir la voiture-balai gouvernementale passer sur un échec des négociations qui ajouterait à leur discrédit.

Le gouvernement gagnera-t-il la première de ses réformes sociales en surprenant avec une politique initialement qualifiée de thatchérienne ? La part de l'opinion publique et de la militance de gauche qui n'a pas fait le deuil de la défaite "royale" lors de l'élection présidentielle, pourra-t-elle s'en tenir à diaboliser la droite aux affaires ? Le patronat arrivera-t-il à combler le vide de pensée qui le caractérise ? Enfin et surtout, le syndicalisme dans son ensemble aura-t-il initié quelque chose de sa recomposition ?